

UN AN DE GUERRE EN UKRAÏNE

REPORTAGE

NEUSTADT AM RÜBENBERGE  
(ALLEMAGNE) - envoyée spéciale

**S**vitlana Kryzhaniwska touche encore son téléphone portable. Elle l'ouvre et le referme, sans vraiment regarder l'écran, comme pour s'assurer qu'elle est toujours proche de ceux restés là-bas, en Ukraine. « Le jour où ma ville, Ivano-Frankivsk [dans l'ouest du pays], a été bombardée, le 24 février 2022, ma vie a basculé. J'ai eu une peur terrible. Je n'aurais jamais imaginé que cela puisse arriver. » Elle parle de ses fils, âgés de 27 et de 32 ans, de leurs familles, restés à Kiev, « ils m'ont dit : "Toi, tu parles allemand, tu devrais partir en Allemagne". Alors j'ai pris le bus. Il y avait surtout des femmes et des enfants, et beaucoup de chats, de chiens. J'ai rejoint Varsovie, et puis l'Allemagne. »

Comme beaucoup de réfugiés arrivés en Allemagne à la suite du conflit, Svitlana s'est d'abord installée chez des amis qui ont accepté de l'héberger, près de Hanovre, en Basse-Saxe. Depuis quelques mois, elle a son propre appartement et un emploi. Elle travaille pour Temps, une entreprise familiale de taille moyenne spécialisée dans la peinture de bâtiments, à Neustadt am Rübenberge, à 30 kilomètres de Hanovre. Elle donne des rudiments d'allemand à 23 réfugiés afin qu'ils puissent, s'ils le souhaitent, détenir ensuite un apprentissage en alternance dans l'entreprise. Treize autres jeunes apprennent l'allemand chez Temps dans un autre cours.

« Quand, chez Temps, ils m'ont demandé si je voulais le faire, je leur ai dit que je n'avais pas l'âme d'une prof, s'exclame-t-elle en riant. J'ai une formation d'ingénieure. A Ivano-Frankivsk, j'ai dirigé un bureau de représentation d'une entreprise belge d'alimentation pour animaux. Mais je n'aiime pas rester les bras croisés, et personne d'autre ne parlait allemand parmi les Ukrainiens ici, alors j'ai dit oui. » Son cours n'a pas seulement un caractère pédagogique. Il permet aussi aux réfugiés de se retrouver et d'échanger, et ainsi de faciliter leur intégration, un souhait explicite de l'entreprise. « Nous avons organisé la fête traditionnelle du 14 octobre [la Journée des défenseurs de l'Ukraine] ici, dans les locaux de Temps! Avec nos plats, nos chansons, et même une pièce de théâtre. C'était formidable de faire comme à la maison, raconte Svitlana. Rester ici à long terme? Je ne sais pas. Nos corps sont ici, mais nos esprits sont encore là-bas. »

**TITRE DE SÉJOUR IMMÉDIAT**  
Quelque 1,1 million d'Ukrainiens sont arrivés en Allemagne en 2022 - 140 000 sont repartis -, soit davantage que le nombre de Syriens, Irakiens ou Afghans accueillis entre 2014 et 2016. Pourtant, cette fois-ci, pas d'images de l'administration débordée, pas de reportages sur les centres d'hébergement d'urgence organisés dans des gymnases, pas de grandes manifestations hostiles aux arrivants ou de disputes au sein des partis conservateurs sur une « limite » de personnes qu'il serait possible d'accueillir.

Les premiers mois d'accueil se sont déroulés sans encombre, même si certaines communes et régions ont récemment alerté le gouvernement sur le fait qu'elles atteignaient leurs limites, alors que le flux d'arrivées, en provenance également d'autres pays, ne faiblit pas.



Svitlana Kryzhaniwska, à Neustadt am Rübenberge (Basse-Saxe), le 9 février. PATRICK SLESIONA POUR « LE MONDE »

PLEIN CADRE

# En Allemagne, 1 million de réfugiés ukrainiens

Les entreprises, confrontées à des pénuries de main-d'œuvre, s'efforcent de soigner l'accueil de ces nouveaux arrivants

Selon un sondage de l'Institut de recherche économique de Munich (IFO) paru en novembre 2022, 22 % des réfugiés majeurs venus d'Ukraine occupent déjà des emplois rémunérés. « La volonté de travailler est très élevée », souligne Tetyana Panchenko, coautrice de l'étude. La moitié d'entre eux, faute de connaissances en allemand, travaillent dans des emplois en dessous de leurs qualifications, mais ont commencé à suivre des cours de langue pour pouvoir occuper à terme un emploi adapté à leur niveau de formation. « Le cadre juridique n'est pas le même qu'en 2015, cela a grandement facilité l'accueil », analyse Herbert Brücker, expert des questions de migration et d'intégration à l'Institut de recherche sur le marché du travail et la formation professionnelle. Cette fois-ci, les arrivants ont pu bénéficier immédiatement d'un titre de séjour provisoire, en raison de l'activation, dès le 4 mars, de la directive européenne dite de « protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées ». Ce texte, adopté en 2001 mais qui n'avait

jamais été utilisé, leur a permis d'éviter les complexes procédures de demandes d'asile. Après inscription à la commune, ils peuvent immédiatement obtenir le droit de travailler, rejoindre les programmes d'intégration de l'agence pour l'emploi, recevoir l'aide sociale pour les chômeurs, inscrire leurs enfants à l'école. « Cela signifie que tout ce que nous avons vécu en 2015 - contrôle aux frontières, migration irrégulière, interdiction de travailler, etc. - n'a pas eu lieu », souligne M. Brücker.

« VOLONTÉ POLITIQUE »

L'obligation pour des arrivants d'être regroupés dans des logements collectifs et de rester au même endroit a été supprimée. « Les communes peuvent certes répartir les personnes déplacées, leur attribuer un hébergement, mais elles ne le font que pour ceux qui dépendent de l'aide de l'Etat pour se loger. Or, plus de 90 % des personnes originaires d'Ukraine vivent dans des logements privés, soit chez des connaissances, soit ils ont trouvé leur propre logement depuis longtemps. On ne s'y attendait pas », poursuit M. Brücker. Rien à voir avec la situation de 2015 où les communes avaient dû réquisitionner systématiquement des bâtiments publics, dresser des cités-conteneurs ou des tentes pour loger les réfugiés. Ces images, restées dans les mémoires, sont cette fois-ci l'exception, pour l'instant.

S'ajoute à cela le fait que le profil des personnes déplacées n'est pas le même : 80 % des adultes arrivés sont des femmes, 75 % sont diplômés de l'enseignement supérieur.

L'âge moyen est plus élevé : 37 ans en moyenne, contre 21 à 22 ans pour ceux arrivés en 2015. En raison de la proximité de la guerre, la solidarité de la population allemande est très importante, ce qui a un impact majeur sur leur intégration. « L'élément déterminant a été la volonté politique de les accueillir », résume M. Brücker. Ce qu'on peut retenir de cette expérience, c'est que lorsqu'on donne rapidement aux gens la sécurité juridique, la capacité de s'organiser eux-mêmes - bien sûr avec le soutien des communes -, cela facilite considérablement les choses. »

Assis à la grande table de son centre de formation, Ulrich Temps, le patron de l'entreprise de peinture, raconte avec fierté comment les locaux sont devenus un point de rencontre des réfugiés ukrainiens de Neustadt am Rübenberge. La première réunion d'information, en avril 2022 : la journée d'un dentiste de la région est venu faire des examens gratuits ; et la fameuse fête du 14 octobre, avec son banquet, dont il montre les photos avec émotion. « Mon père était lui-même réfugié, raconte-t-il. Il a quitté sa ville natale de Gardelegen [Saxe-Anhalt] en 1947, après que celle-ci est passée en zone occupée par les Soviétiques, pour s'installer ici, à l'ouest. Il a démarré de zéro et a créé l'entreprise familiale de peinture, qui a beaucoup prospéré. La motivation de départ, c'était de rendre quelque chose à la société. »

Mais il y a aussi une autre préoccupation, bien plus pragmatique : celle de lutter contre le vieillissement de son personnel et le man-

que d'apprentis. Un problème structurel dans l'économie allemande. « En 2011-2012, quand nous avons constaté le nombre de nos salariés qui allaient partir à la retraite d'ici quinze ans, nous avons eu un choc. Il fallait faire quelque chose pour attirer davantage de jeunes vers l'apprentissage. »

Ulrich Temps crée alors un programme de formation spécial, notamment en direction des jeunes en rupture scolaire, qu'il ouvrira aux migrants arrivés en 2015. En 2022, ce programme a été étendu aux Ukrainiens. « Ici, nous les préparons au CAP de la manière la plus individualisée possible. Il y a l'enseignement de l'allemand, les mots techniques, mais aussi de tout ce qu'ils doivent savoir pour s'intégrer dans la société. Tout ce que les centres d'apprentissage ne peuvent pas faire », souligne Klaus Birkenhagen, un charismatique enseignant à la retraite, recruté par Temps pour assurer ces cours. Six personnes délaçées à cause du conflit travaillent déjà dans l'entreprise.

Cette problématique explique en partie l'absence de débat politique sur l'accueil des réfugiés. Outre-Rhin, le manque de main-d'œuvre va s'aggraver ces prochaines années en raison des nombreux départs à la retraite et d'une démographie peu dynamique. L'Allemagne, qui doit intégrer 400 000 étrangers par an si elle veut maintenir sa capacité de travail et l'équilibre de son système social, est consciente qu'elle doit soigner son attractivité vis-à-vis des étrangers. Outre une loi sur l'immigration, dont le

premier volet a été adopté à l'automne, le gouvernement veut faciliter la reconnaissance des diplômes et baisser les barrières administratives encore nombreuses à l'accueil des étrangers. Combien resteront en Allemagne? C'est une question délicate, voire taboue, car aucun politique ne peut les appeler à rester. Eux-mêmes sont encore dans l'incertitude sur leur avenir au-delà de deux ans, révèle l'étude de l'IFO. D'autant que les difficultés de logement, en particulier dans les grandes villes, commencent à se faire sentir. Herbert Brücker pense néanmoins que la moitié des personnes arrivées pourraient rester à long terme, auxquelles s'ajouteraient le regroupement familial : « Cela crée une base de coopération à long terme entre les deux pays. »

« UN ENORME POTENTIEL »

Ivan Kychaty et Nikita Overchik en sont persuadés. Les deux trentenaires, arrivés à Berlin avant le conflit, ont fondé dès le mois de mars 2022 une plate-forme, UA Talents, pour mettre en contact les Ukrainiens et les entreprises qui désirent les embaucher. « Le site a été très relayé sur les réseaux sociaux, et il est soutenu par des entreprises connues, le trafic a explosé en quelques semaines », raconte Ivan Kychaty, en anglais. Parmi les recruteurs, on trouve des entreprises qui offrent des emplois peu qualifiés de livreurs, de chauffeurs ou dans la restauration. Mais la moitié sont des entreprises technologiques, intéressées par les talents en informatique, notamment quand ils sont anglophones.

« Il y a un énorme potentiel à bâtir des ponts entre l'Ukraine et l'Allemagne », souligne Nikita Overchik. Nous pouvons mettre en relation des Ukrainiens qualifiés, par exemple des programmeurs, même s'ils restent au pays. Ils peuvent travailler à distance et faire vivre leur famille et les commerces locaux. Là-bas, les gens continuent de travailler, ils branchent leurs ordinateurs sur des batteries quand le courant est coupé. Ils se débrouillent. C'est peut-être une force qu'ils peuvent apporter à l'Europe. »

CÉCILE BOUTELLET

« Rester ici à long terme? Je ne sais pas. Nos corps sont ici, mais nos esprits sont encore là-bas... »

SVITLANA KRZYHANIWSKA  
réfugiée ukrainienne